

Financement du développement

La Conférence internationale de suivi sur le financement du développement s'est tenue à Doha, au Qatar, du 29 novembre au 2 décembre 2008.

La Conférence s'étant déroulée sur fond de crise financière mondiale, l'essentiel des déclarations s'est orienté vers les graves répercussions de la crise sur le développement et le besoin d'y faire face par des mesures urgentes et audacieuses, qui incluent le renforcement du système mondial de contrôle et de régulation des activités financières, et qui établissent un système financier plus stable et plus diversifié.

Les États Membres ont aussi rappelé la question de la crise alimentaire mondiale. Si celle-ci n'est pas traitée immédiatement, elle risque de devenir une tragédie humanitaire majeure. Les questions liées d'une part aux implications financières des changements climatiques et d'autre part au besoin de renforcer le processus d'examen du financement du développement ont fait partie des priorités de la Conférence.

La Déclaration de Doha (A/CONF.212/L.1/Rev.1) insiste sur deux messages clés :

1. Le fort engagement des pays développés pour respecter leurs objectifs en matière d'aide publique au développement (APD), et cela malgré la crise financière actuelle.
2. La décision de tenir, sous l'autorité du Président de l'Assemblée générale, une conférence des Nations Unies au plus haut niveau pour examiner l'impact de la crise financière et économique actuelle sur le développement.

Les autres points forts de la Déclaration de Doha sont les suivants :

1. **Mobilisation des ressources nationales** : l'importance de maîtriser les stratégies de développement au niveau national et d'avoir un secteur financier ayant une large assise, ainsi que le besoin de mesures politiques fortes en matière d'égalité des sexes et de développement humain, laissant aux pays en voie de développement une marge de manœuvre adéquate.
2. **Mobilisation des ressources internationales au service du développement** : la nécessité d'augmenter les flux de capitaux privés vers les pays en voie de développement, et de multiplier les domaines d'investissement, de façon à inclure les ressources humaines, le transport, l'énergie, les communications, les technologies de l'information, etc.
3. **Le commerce international, moteur du développement** : la nécessité de conclure le cycle des négociations commerciales multilatérales de Doha avec un volet substantiel sur le développement, prenant en compte les besoins spécifiques des pays les moins avancés.

4. **Renforcer la coopération financière et technique internationale au service du développement** : la nécessité de respecter les engagements pris par les donateurs en matière d'aide publique au développement (APD), tout en tenant compte des besoins spécifiques des pays à revenus faibles ou intermédiaires, ainsi qu'un appel pour le suivi rigoureux des flux financiers de l'APD.
5. **Dettes extérieures** : le besoin de renforcer les dispositifs de prévention des crises et d'élaborer de nouveaux mécanismes de restructuration de la dette.
6. **Questions systémiques** : une critique sévère de l'actuelle gouvernance économique mondiale et un appel pour des réformes majeures et profondes, ciblant particulièrement les institutions de Bretton Woods. Par ailleurs, un appel a été lancé pour organiser une conférence majeure des Nations Unies, dont les modalités devront être arrêtées au plus tard en mars 2009, et qui aura pour but d'examiner l'impact sur le développement de la crise financière.
7. **Questions récentes et inédites** : reconnaissance des défis posés par les changements climatiques sur le financement du développement et la fluctuation des prix des produits de première nécessité, y compris la nourriture et l'énergie.
8. **Rester engagés** : appel à un renforcement des processus de suivi des Conférences de Doha et de Monterrey.